

2. Expérience requise à la date limite d'inscription : minimum six ans d'expérience professionnelle pertinente en tant que médecin (en ce compris la spécialisation).

3. Si vous êtes déjà fonctionnaire, téléchargez une preuve de nomination (arrêté de nomination ou prestation de serment) avant la date limite d'inscription et mentionnez l'historique complet de votre expérience professionnelle, emploi actuel inclus. Si vous avez déjà téléchargé votre preuve de nomination dans votre CV en ligne, inutile de répéter à nouveau cette opération.

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 11 mars 2013 via www.selor.be

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via www.selor.be

2. Vereiste ervaring op de uiterste inschrijvingsdatum : minimum zes jaar relevante professionele ervaring als geneesheer met inbegrip van de specialisatie.

3. Als u al ambtenaar bent, laadt u uw bewijs van benoeming (benoemingsbesluit of bewijs van eedaflegging) op vóór de uiterste inschrijvingsdatum en vult u uw volledige professionele ervaring in, inclusief uw huidige job. Als dit bewijs van benoeming al werd opgeladen in uw online-CV, moet u dit niet opnieuw doen.

Solliciteren kan tot 11 maart 2013 via www.selor.be

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op www.selor.be

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION ET SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

[C - 2013/03036]

20 FEVRIER 2013. — Circulaire n° 625. — Informations relatives au plan de personnel 2013 pour les services qui ont une source de financement hors de l'enveloppe de personnel

Aux services publics fédéraux, aux services publics fédéraux de programmation, aux services qui en dépendent ainsi qu'au Ministère de la Défense nationale (personnel civil).

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Madame la Secrétaire d'Etat,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Madame la Présidente,

Monsieur le Président,

Les SPF/le Ministère de la Défense et SPP qui souhaitent réaliser leurs engagements contractés pour 2013 à charge d'une source de financement qui diffère de l'enveloppe de personnel doivent soumettre par accord un plan de personnel 2013 conformément aux directives reprises dans la présente circulaire.

Les Entités qui le souhaitent pourront rentrer dans le mécanisme d'enveloppe de personnel visé par les circulaires 622 et 623 en 2014 aux conditions suivantes :

— Disposer de crédits de personnel limitatifs;

— Une enveloppe de personnel limitative devra être publiée au Budget général des dépenses initial 2014;

— La totalité du coût en personnel financé par l'enveloppe devra être payée par le SCDF, sur un compte d'ordre spécifique exclusivement destiné à ce personnel;

— Recevoir l'accord du Ministre du Budget et du Secrétaire d'état à la fonction publique en introduisant une demande via l'adresse tf617@budget.fed.be

1. Champ d'application

La présente circulaire est uniquement d'application aux entités reprises dans les annexes 1, 2 et 3.

— L'annexe 1^{re} reprend le personnel civil du Ministère de la Défense visé par la circulaire 602^{ter}, de la Monnaie Royale de Belgique (entreprise d'état) et les entités dont les crédits de personnel spécifiques sont inscrits dans le Budget général des Dépenses 2013 et pour lesquelles la totalité du personnel est payé par le SCDF.

Le tableau mentionne pour chaque entité le total des coûts de personnel réalisés par le SCDF/Fedcom pour 2012 et le montant des crédits de personnel spécifiques sur lesquels les engagements contractés concernant le personnel 2013 peuvent être imputés.

— L'annexe 2 reprend la liste des entités qui ne sont pas financées par des crédits de personnel spécifiques inscrits dans le Budget général des Dépenses 2013 et dont la totalité du personnel est payé par le SCDF.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

[C - 2013/03036]

20 FEBRUARI 2013. — Omzendbrief nr. 625. — Informatie inzake het personeelsplan 2013 voor de diensten die een financieringsbron buiten de enveloppe hebben

Aan de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, de diensten die ervan afhangen en het Ministerie van Landsverdediging (burgerpersoneel)

Mevrouw de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevrouw de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Mevrouw de Voorzitter,

Mijnheer de Voorzitter,

De FODs/het Ministerie van Landsverdediging en PODs die hun voor 2013 aangegane engagementen ten laste van een financieringsbron die verschillend is van de personeelsenvolpe wensen te realiseren, moeten een personeelsplan 2013 voor akkoord indienen overeenkomstig de richtlijnen vervat in deze omzendbrief.

Entiteiten die dit willen kunnen in 2014 toetreden tot het mechanisme van de personeelsenvolpe zoals bedoeld in de omzendbrieven 622 et 623 en wel op volgende voorwaarden :

— Ze moeten beschikken over limitatieve personeelskredieten;

— Ze moeten een limitatieve personeelsenvolpe publiceren in de algemene uitgavenbegroting 2014;

— De totale personeelskost gefinancierd door de enveloppe moet betaald worden door de centrale dienst voor de vaste uitgaven, op een specifieke orderrekening die uitsluitend bestemd is voor dit personeel;

— Ze moeten de akkoordbevinding krijgen van de Minister van Begroting en van de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken; hun aanvraag daartoe richten ze aan tf617@budget.fed.be

1. Toepassingsgebied

Deze omzendbrief is enkel van toepassing op de entiteiten opgesomd in de bijlagen 1, 2 en 3.

— De bijlage 1 omvat het burgerlijk personeel van het Ministerie van Defensie bedoeld in de omzendbrief 602^{ter}, van de Koninklijke Munt van België (staatsbedrijf) en de entiteiten waarvan de personeelskredieten uitsluitend ingeschreven zijn in de Algemene Uitgavenbegroting 2013 en de totaliteit van het personeel betaald wordt door de CDVU.

De tabel vermeldt voor elke entiteit het totaal van de door de CVDU/Fedcom gerealiseerde personeelskosten voor 2012 en het bedrag van de specifieke personeelskredieten waarop de aangegane engagementen inzake personeel 2013 kunnen geïmputeerd worden.

— De bijlage 2 omvat de lijst van de entiteiten die niet gefinancierd worden door specifieke personeelskredieten ingeschreven in de Algemene Uitgavenbegroting 2013 en waarvan de totaliteit van het personeel betaald wordt door de CDVU.

Le tableau mentionne pour chaque entité le total des coûts de personnel réalisés par le SCDF/fedcom pour 2012, en tenant compte de l'index prévu dans la circulaire de préfiguration du Budget 2013 (SPF Fedcom 2,5 %, SPF non fedcom 2,67 %). Les engagements contractés concernant le personnel 2013 doivent se réaliser dans les limites de ce montant.

Les entités qui, sur base des revenus estimés pour 2013, prévoient d'autres montants sur lesquels elles veulent imputer leurs dépenses de personnel 2013, complètent le tableau repris à l'annexe 6 avec ces montants et le soumettent pour visa à l'inspecteur des Finances. Lorsque les revenus à prendre en compte ne sont pas ceux de l'année 2013, une motivation spécifique doit être apportée.

— L'annexe 3 reprend la liste des entités qui ne sont pas reprises dans les annexes 1 et 2.

Celles-ci complètent le tableau repris à l'annexe 6 avec le montant des moyens budgétaires prévus pour 2013 et leur origine. Ce tableau est soumis pour visa à l'inspecteur des Finances. Elles remettent également dans leur dossier toutes les pièces justificatives utiles pour justifier les paiements de personnel 2012 (notamment relevé ONSS, relevé 325 de l'administration fiscale,...).

Le cas échéant, les Services de l'état à gestion séparée disposant également de ressources propres pourront présenter un plan de personnel séparé pour ces ressources en précisant clairement les moyens budgétaires à affecter à ce plan. Dans ce cas, un compte d'ordre distinct devra être prévu pour le paiement du personnel à charge de ressources propres. Aucun agent statutaire ne pourra être recruté par le biais de ce plan de personnel.

Durant l'année, les services auront à 4 reprises la possibilité d'introduire auprès du Ministre du Budget et du Secrétaire d'Etat à la fonction publique, une version adaptée de leur plan de personnel (31 mars, 31 juillet, 30 septembre et 30 novembre) selon les modalités fixées au point 5. De nouvelles données, telles que des départs imprévus, pourront y être repris.

2. Plan de personnel 2013

Les services qui prévoient pour une entité hors enveloppe des recrutements et/ou promotions en 2013 conformément aux engagements contractés, élaborent un plan de personnel 2013 pour l'année civile 2013.

Le plan de personnel ne concerne pas les contractuels qui remplacent les agents temporairement absents. Les données qui les concernent ne sont donc pas reprises dans les annexes 4 à 6 (voir point 4).

Les services qui en 2013 envisagent uniquement le remplacement du personnel temporairement absent ne doivent donc pas introduire un plan de personnel 2013 pour autant qu'ils se conforment aux dispositions reprises au point 4.

Le plan est exprimé :

- en ETP payés, conformément à la définition de la circulaire n° 602;
- en coût réel estimé T (2013) et en coût structurel Ts.

Il contient 3 annexes, selon le modèle repris en annexe, avec les informations suivantes :

- la projection initiale en ETP et en coût (annexe 4);
- le plan d'action, en ETP et en coût, pour pouvoir réaliser les engagements contractés pour 2013 (annexe 5);
- la projection finale en ETP et en coût et l'évaluation du solde (annexe 6).

La projection initiale en ETP est la projection pour fin 2013 des ETP payés des dernières données salariales connues, corrigée avec l'impact en 2013 :

- des mouvements connus nominativement (entrées, départs, promotions);
- les actions dont la procédure est en cours et ne peut être interrompue sans porter préjudice à des droits individuels.

Les actions reprises dans le plan 2012 et qui ne sont pas en cours d'exécution au moment de l'introduction du plan seront reprises à nouveau dans le plan 2013 (annexe 5).

De tabel vermeldt voor elke entiteit het totaal van de door de CVDU/fedcom gerealiseerde personeelskosten voor 2012, waarbij er rekening is gehouden met de index, voorzien in de omzendbrief aangaande de opmaak van de begroting 2013 (Fedcom FODs 2,5 %, niet-Fedcom FOD's 2,67 %). De aangegane engagementen inzake personeel 2013 moeten binnen de limieten van dit bedrag gerealiseerd worden.

De entiteiten die, op basis van de geraamde ontvangsten voor 2013, andere bedragen voorzien waarop ze de personeelsuitgaven 2013 wensen te imputeren, vullen de tabel weergegeven in de bijlage 6 aan met deze bedragen en leggen hem ter visum voor aan de inspecteur van Financiën. Wanneer de in rekening te brengen ontvangsten niet deze zijn van het jaar 2013, moet een specifieke verantwoording worden toegevoegd.

— De bijlage 3 omvat de lijst van de entiteiten die niet opgenomen zijn in de bijlagen 1 en 2.

Zij vervolledigen de tabel, weergegeven in bijlage 6 met het bedrag van de budgettaire middelen voorzien voor 2013 en hun oorsprong. Deze tabel wordt ter visum voorgelegd aan de inspecteur van Financiën. Zij vervolledigen eveneens hun dossier met alle nuttige rechtvaardigingsstukken om de personeelsbetalingen in 2012 te rechtvaardigen (in het bijzonder RSZ-fiche, fiche 325 van de fiscale administratie,...).

In het geval dat de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer beschikken over eigen middelen, kunnen deze een afzonderlijk personeelsplan voorleggen met deze middelen waarbij er duidelijk wordt aangetoond welke budgettaire middelen er voor zullen worden aangewend. In dit geval dient er een afzonderlijke orderrekening worden voorzien voor de betaling van het personeel ten laste van deze eigen middelen. Geen enkele statutaire ambtenaar zal kunnen worden aangeworven op dit personeelsplan.

De diensten krijgen tijdens het jaar 4X de kans bij de Minister van Begroting en de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, een aangepaste versie van het personeelsplan in te dienen (31 maart, 31 juli, 30 september en 30 november) overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd in punt 5. Hierin kunnen nieuwe gegevens zoals onverwachte vertrekken worden in opgenomen.

2. Personeelsplan 2013

De diensten die voor een entiteit buiten enveloppe wervingen en/of bevorderingen voorzien in 2013 overeenkomstig de aangegane engagementen, maken een personeelsplan 2013 voor het kalenderjaar 2013.

Dit personeelsplan betreft niet de contractuelen die de tijdelijke afwezige personeelsleden vervangen. De gegevens die hen betreffen, dienen dus niet de worden opgenomen in de bijlages 4 tot 6 (zie punt 4).

De diensten die in 2013 enkel de vervanging van tijdelijk afwezig personeel voorzien, moeten dus geen personeelsplan indienen voor zover ze voldoen aan de bepalingen opgesomd in punt 4.

Dit plan wordt uitgedrukt :

- in betaalde VTE's, overeenkomstig de definitie van omzendbrief nr. 602;
- in geraamde reële kost T (2013) en in structurele kost Ts.

Het omvat 3 bijlagen, volgens het model opgenomen in bijlage, met volgende informatie :

- de initiële projectie in VTE en in (bijlage 4);
- het actieplan, in VTE en in kost, om de voor 2013 aangegane engagementen te kunnen realiseren (bijlage 5);
- de eindprojectie in VTE en kost en de evaluatie van het saldo (bijlage 6).

De initiële projectie in VTE's is de projectie naar eind 2013 van de betaalde VTE's uit de laatst gekende betaalgegevens, gecorrigeerd met de impact in 2013 van :

- de nominatief gekende bewegingen (indiensttredingen, vertrekken, bevorderingen);
- de acties waarvan de procedure lopend is en niet kan onderbroken worden zonder afbreuk te doen aan individuele rechten.

De acties die waren opgenomen in het personeelsplan 2012 en die nog niet in uitvoering waren gesteld op het moment van de introductie van het plan, zullen opnieuw worden opgenomen in het personeelsplan 2013 (bijlage 5).

Le plan de personnel 2013 devra démontrer que son coût réel et structurel estimé peut être supporté par le montant des moyens budgétaires 2013 visés en annexe 6 avec validation de l'Inspection des finances et élaborés sur la base des montants prévus en annexe 1,2 ou 3.

3. Contrôle de l'exécution du plan de personnel

3.1. Dispositions communes

Le plan de personnel approuvé pour 2013 annule et remplace le précédent plan de personnel approuvé pour l'entité concernée.

L'exécution du plan de personnel doit être reliée à un monitoring fiable qui doit se réaliser au moins tous les trois mois et permettre de suivre avec précision l'évolution des ressources humaines, des coûts de personnel et de la totalité des moyens budgétaires.

Chaque action décidée doit être préalablement soumise à l'avis de l'inspecteur des Finances avec les résultats du monitoring.

Si des coûts nouveaux ou de nouvelles économies apparaissent, il doit en être tenu compte : les actions déjà activées doivent être impérativement adaptées.

De nouveaux contractuels de remplacement peuvent être engagés en cours d'année si de nouvelles absences des membres du personnel impliquent un remplacement. Les dispositions reprises au point 4 doivent alors être respectées.

Les Inspecteurs des Finances seront associés à l'élaboration du plan de personnel de manière à pouvoir en faire un rapport circonstancié dans les meilleurs délais, notamment sur les moyens à affecter aux plans de personnel proposés en annexe 6.

3.2. Entités de l'annexe 1^{re}

Ces entités peuvent réaliser le plan d'action pour autant que le monitoring démontre que les moyens budgétaires 2013 peuvent couvrir le coût réel et structurel des actions décidées et que la projection finale du plan est respectée.

Si de nouveaux moyens budgétaires se libèrent suite à des départs non prévus, des actions complémentaires, conformes à la stratégie RH globale, peuvent être décidées. Toutefois, celles-ci ne peuvent jamais avoir pour effet de dépasser le nombre total de VTE payés initialement prévus pour la fin de l'exercice.

3.3. Entités des annexes 2 et 3

Grâce au plan de personnel approuvé, le service dispose d'une autorisation pour réaliser les actions du plan d'action, et uniquement celles-là, sous réserve toutefois qu'il soit démontré que les revenus nécessaires pour couvrir leur coût réel et structurel soient effectivement disponibles et que la projection finale du plan soit respectée.

4. Le remplacement du personnel temporairement absent

Il est important que les services puissent, pour chaque source de financement, identifier de façon fiable, les contractuels qui remplacent des membres de personnel, complètement ou partiellement absents, et de les mettre en relation avec ces absences pour pouvoir gérer cette problématique de façon efficace et efficiente.

Afin d'y remédier un rapportage souple mais rigoureux est prévu pour que l'inspecteur des Finances puisse suivre cette problématique régulièrement.

Il est demandé aux services :

- de définir le contingent de contractuels destiné à remplacer des membres de personnel temporairement absents;
- de vérifier régulièrement si ce contingent correspond aux besoins pour lequel il est prévu;
- d'actualiser le contingent en fonction des mouvements à l'intérieur de ce contingent et/ou à l'intérieur des absences qu'il couvre et, en tout cas, quand il y a un besoin de réaliser un nouveau remplacement ou qu'il est mis fin à une des absences.

A cet effet, les services utiliseront, pour chaque source de financement, le modèle de rapport repris en annexe 7 qui reprend les informations suivantes :

- le contingent actuel de contractuels qui remplace des absences temporaires et leur coût de personnel estimé;
- la situation actuelle concernant les absences temporaires couvertes par des contractuels de remplacement ainsi que les nouvelles absences prévues pour lesquelles il y a un besoin de remplacement, avec une estimation des moyens budgétaires qu'elles libèrent;
- les nouveaux contractuels destinés à couvrir des absences temporaires avec leur impact budgétaire estimé.

Het personeelsplan 2013 zal moeten aantonen dat zijn geraamde reële kost en structurele kost kan gedragen worden door het bedrag van de budgettaire middelen 2013 ingevuld in bijlage 6 na goedkeuring van de inspectie van financiën en opgemaakt op basis van de voorziene bedragen in bijlage 1,2 of 3.

3. Controle op de uitvoering van het personeelsplan

3.1. Gemeenschappelijke bepalingen

Het goedgekeurd personeelsplan 2013 annuleert en vervangt het vorige goedgekeurd personeelsplan voor de betrokken entiteit.

De uitvoering van het personeelsplan moet gekoppeld worden aan een betrouwbare monitoring die minstens driemaandelijks moet gebeuren en moet toelaten de evolutie van de human resources, van de personeelskosten en van de totaliteit van de budgettaire middelen zeer precies op te volgen.

Elke actie die beslist wordt dient voorafgaandelijk aan het advies van de inspecteur van Financiën te worden voorgelegd samen met de resultaten van de monitoring.

Indien er nieuwe kosten of besparingen opduiken moet er rekening mee gehouden worden : de reeds geactiveerde acties moeten dwingend aangepast worden.

In de loop van het jaar kunnen, indien nieuwe afwezigheden van personeelsleden tot een vervanging nopen, nieuwe vervangingscontractuelen in dienst worden genomen. De bepalingen opgenomen in punt 4 moeten dan worden gerespecteerd.

De inspecteurs van financiën zullen worden betrokken bij de opmaak van het personeelsplan zodat ze een uitgewerkt verslag binnen een zo kort mogelijk tijdsbestek kunnen opmaken, in het bijzonder over de te voorziene middelen voor de voorgestelde personeelsplannen in bijlage 6.

3.2. Entiteiten uit bijlage 1

Deze entiteiten kunnen het voorziene actieplan realiseren voor zover de monitoring aantoont dat de budgettaire middelen 2013 de reële en structurele kost van de besliste acties kunnen dragen en de finale projectie van het plan gerespecteerd wordt.

Indien er nieuwe budgettaire middelen vrijkomen als gevolg van niet voorziene vertrekken, kunnen aanvullende acties beslist worden die conform moeten zijn met de globale HR-strategie. Deze mogen echter nooit leiden tot een overschrijding van het totaal aantal betaalde VTE's initieel voorzien voor het einde van het jaar.

3.3. Entiteiten uit de bijlagen 2 en 3

Met het goedgekeurd personeelsplan beschikken deze entiteiten over een machtiging om de acties uit het actieplan, en alleen deze, te realiseren onder voorbehoud dat aangetoond wordt dat de ontvangsten vereist om hun reële en structurele kost te dekken effectief beschikbaar zijn en de eindsituatie van het plan gerespecteerd wordt.

4. De vervanging van tijdelijk afwezig personeel

Het is van belang dat de diensten voor elke financieringsbron buiten enveloppe de contractuelen ter vervanging van personeelsleden die geheel of gedeeltelijk afwezig zijn, op een betrouwbare manier kunnen identificeren en in relatie kunnen brengen met deze afwezigheden opdat ze deze problematiek op een efficiënte en doeltreffende manier zouden kunnen beheren.

Ten einde dit te ondervangen wordt een soepele maar strikte rapportering voorzien die de inspecteur van Financiën moet toelaten de problematiek regelmatig op te volgen.

Aan de diensten wordt gevraagd :

- het contingent contractuelen te bepalen dat bestemd is om tijdelijk afwezige personeelsleden te vervangen;
- er regelmatig over te waken dat dit contingent correspondeert met de behoeften waarvoor het is voorzien;
- het contingent te actualiseren in functie van de bewegingen binnen het contingent en/of binnen de afwezigheden die het dekt en alleszins wanneer er een behoefte is om een nieuwe vervanging te realiseren of wanneer er een einde wordt gesteld aan één van deze afwezigheden.

Om hieraan tegemoet te komen zullen de diensten voor elke financieringsbron gebruik maken van het modelrapport opgenomen in bijlage 7 dat volgende informatie omvat :

- het actueel contingent contractuelen ter vervanging van tijdelijk afwezige personeelsleden en hun geraamde personeelskost;
- de actuele situatie inzake tijdelijke afwezigheden die gedekt zijn door vervangingscontractuelen alsook de voorziene nieuwe afwezigheden waarvoor er een behoefte aan vervanging is, met een raming van de budgettaire middelen die ze vrijmaken;
- de nieuwe contractuelen om tijdelijke afwezigheden op te vangen, met hun geraamde budgettaire impact.

Ce processus se distingue du processus d'établissement du plan de personnel.

Dans le courant de l'année et lors de chaque décision prévoyant un nouveau remplacement, non prévu, l'annexe 7 sera mise à jour et soumise pour suivi à l'inspecteur des Finances.

Cette annexe, portant sur la situation du mois d'introduction du plan, visée par l'inspecteur des Finances, doit toutefois être ajoutée au dossier de plan de personnel ainsi que l'avis de l'inspecteur des Finances concernant le plan de personnel.

Le cas échéant, les services doivent être en mesure de fournir les données analytiques qui ont servi de base à l'établissement du rapport.

5. Introduction du dossier plan de personnel

Outre le plan de personnel, un dossier complet comprend :

- la note explicative établie par le service;
- la note adressée à l'inspecteur des Finances;
- l'avis de l'inspecteur des Finances ainsi que le visa de celui-ci sur les montants budgétaires repris à l'annexe 6;
- le cas échéant, la réponse du service aux remarques ou observations formulées par l'inspecteur des Finances sur le plan d'action de personnel;
- Pour les entités visées à l'annexe 3, toutes les pièces justificatives utiles pour justifier les paiements de personnel 2012 (notamment relevé ONSS, relevé 325 de l'administration fiscale);
- l'accord du ou des ministre(s) compétent(s);
- un inventaire de l'ensemble du personnel E-gov/Smals qui a été à charge du service durant l'année 2012 et permettant de ventiler la totalité de la charge conformément au modèle repris en annexe 8 de la présente circulaire et la projection des besoins prévus pour 2013 et 2014;
- un rapportage concernant la mise au travail des personnes handicapées à charges du service (annexe 9).

En particulier, une task force, composée des représentants du Ministre du Budget, du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et des administrations de P&O et de B&Cg, coordonnera, examinera et évaluera les dossiers envoyés dans l'intention de fournir aux deux Ministres les éléments nécessaires à la décision.

Il est demandé aux SPF et SPP de collecter l'ensemble des dossiers complets des entités de leur département et de transmettre ceux-ci de façon groupée et simultanément auprès du Ministre du Budget et du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique (tf617@budget.fed.be uniquement).

L'Inspection des finances retiendra les divers plans de personnel pendant 30 jours dans l'attente de tous les recevoir avant de remettre son avis.

Les services qui disposent pour une entité hors enveloppe d'un plan de personnel 2012 approuvé, peuvent continuer à exécuter ce plan jusqu'au 30 avril 2013 sous condition qu'ils déposent le dossier complet auprès de la Task Force avant le 31 mars 2013. Les présidents des comités de direction du SPF Personnel et Organisation et du SPF Budget et Contrôle de la gestion garantissent le suivi complet des plans de personnel dans le mois qui suit la soumission du dossier.

Les services qui pour une entité hors enveloppe ne disposent pas d'un plan de personnel 2012 approuvé, ne peuvent plus effectuer aucun recrutement ni promotion. Les inspecteurs des Finances doivent contrôler l'observation stricte de cette disposition.

Un calendrier strict est visé afin que le Ministre du Budget et le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique puissent communiquer dans le délai d'un mois après réception du dossier complet leur décision aux services.

La Task Force Fonction publique-Budget évaluera le dossier introduit et transmettra le résultat de son examen au Ministre du Budget et au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

Le cas échéant, les services doivent être en mesure de fournir les données analytiques et individuelles qui ont servi de base à l'établissement de leur plan d'action de personnel et notamment celles concernant les mouvements intégrés dans la projection initiale.

En cas de nécessité absolue, une demande de dérogation motivée sera soumise simultanément au Ministre du Budget ainsi qu'au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique. Ils accepteront, le cas échéant, une dérogation après examen intense par la Task Force.

Le Ministre du Budget,
O. CHASTEL

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,
H. BOGAERT

Dit proces verloopt los van het proces van opmaak van het personeelsplan.

Tijdens het jaar en bij elke beslissing die een nieuwe, niet voorziene vervanging beoogt, zal bijlage 7 worden geactualiseerd en voor opvolging aan de inspecteur van Financiën worden voorgelegd.

Deze bijlage, betreffende de toestand van de maand waarin het personeelsplan wordt afgeleverd, geïnterpreteerd door de inspecteur van Financiën, moet evenwel bij het dossier personeelsplan gevoegd worden evenals het advies van de inspecteur van Financiën aangaande het personeelsplan.

De diensten moeten, in voorkomend geval, in staat zijn de analytische gegevens mee te delen die als basis gediend hebben voor de opmaak van dit rapport.

5. Indiening van het dossier personeelsplan

Behalve het personeelsplan omvat een volledig dossier :

- de toelichtingsnota opgemaakt door de dienst;
- de nota gericht aan de inspecteur van Financiën;
- het advies van de inspecteur van Financiën evenals zijn visum over de budgettaire middelen opgenomen in bijlage 6;
- in voorkomend geval, het antwoord van de dienst op de opmerkingen of observaties geformuleerd door de Inspecteur van Financiën aangaande het personeelsactieplan;
- voor de entiteiten voorzien in bijlage 3, alle nuttige rechtvaardigingsstukken om de personeelsbetalingen in 2012 te rechtvaardigen (in het bijzonder RSZ-fiche, fiche 325 van de fiscale administratie, ...)
- het akkoord van de bevoegde minister(s);
- een inventaris van het E-gov/Smals personeel dat tijdens het jaar 2012 ten laste is geweest van de dienst met een ventilatie van de totaliteit van de last conform het model in bijlage 8 van deze omzendbrief en de projectie van behoeften voorzien voor 2013 en 2014;
- een rapport aangaande de tewerkstelling van personen met een handicap ten laste van de dienst (bijlage 9).

In het bijzonder, zal een task force, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Minister van Begroting, de Staatssecretaris voor ambtenarenzaken en van de administraties van P&O en B&B, de opgestuurde dossiers coördineren, onderzoeken en evalueren met de bedoeling om de twee Ministers de noodzakelijke elementen aan te leveren om een beslissing te kunnen nemen.

Er wordt gevraagd aan de FODs en PODs om het totaal van de volledige dossiers van de entiteiten van hun departement in te zamelen en deze gegroepeerd en gelijktijdig door te sturen naar de Minister van Begroting en naar de Staatssecretaris voor ambtenarenzaken (enkel tf617@budget.fed.be).

De Inspectie van Financiën zal de verschillende personeelsplannen gedurende 30 dagen bijhouden in afwachting van de ontvangst van alle plannen, vooraleer hij een advies zal uitbrengen over deze.

De diensten die voor een entiteit buiten de enveloppe over een goedgekeurd personeelsplan 2012 beschikken kunnen dit plan verder uitvoeren tot 30 april 2013 indien ze vóór 31 maart 2013, het volledig dossier bij de Task Force hebben ingediend. De voorzitters van de directiecomités van de FOD Personeel en Organisatie en de FOD Begroting en Beheerscontrole garanderen de volledige opvolging van de personeelsplannen binnen de maand na indiening.

De diensten die voor een entiteit buiten de enveloppe niet over een goedgekeurd personeelsplan 2012 beschikken kunnen geen enkele werving noch bevordering meer doorvoeren. De inspecteurs van Financiën moeten de naleving van deze bepaling strikt controleren.

Er wordt een strikt tijdpad nagestreefd ten einde de Minister van Begroting en de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken toe te laten binnen de maand volgend op de ontvangst van het volledig dossier hun beslissing mee te delen aan de diensten.

De Task Force Ambtenarenzaken-Begroting zal het ingezonden dossier evalueren en de resultaten hiervan doorsturen aan de Minister van Begroting en de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken.

In voorkomend geval moeten de diensten in staat zijn de analytische en individuele gegevens mee te delen die als basis gediend hebben voor de opmaak van hun personeelsactieplan en inzonderheid deze met betrekking tot de bewegingen die in de initiële projectie zijn geïntegreerd.

Ingeval van absolute noodzaak, zal een gemotiveerde aanvraag tot afwijking voorgelegd worden gelijktijdig aan de Minister van Begroting en de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken. Zij zullen desgevallend een afwijking toestaan na grondig onderzoek van de Task Force.

De Minister van Begroting,
O. CHASTEL

De staatssecretaris voor de Ambtenaren zaken,
H. BOGAERT

| Bijlage 1 | CDVU 2012 (k€) | fedcom 2012 (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 1 |
|--|----------------|------------------|------------------------------|---|
| | 1 | 2 | 3 | |
| Binnenlandse Zaken | | | | Intérieur |
| 13.16.02 Personeel Commissie veiligheid Rallywedstrijden | 85 | 90 | 75 | 13.16.02 Personnel Commission à la sécurité pour les épreuves de rally |
| 13.16.03 Niet-voltijds personeel Civiele Veiligheid | 732 | 755 | 828 | 13.16.03 Personnel employé à temps réduit de la Sécurité Civile |
| 13.16.04 Personeel wetenschappelijk onderzoek ivm veiligheid van de burger | 53 | 57 | 110 | 13.16.04 Personnel de la recherche scientifique en rapport avec la sécurité du citoyen |
| Landsverdediging | - | - | - | Défense |
| 16.18.01 Burgerpersoneel | - | 95.541 | 97.765 | 16.18.01 Personnel civil |
| Financiën | - | - | - | Finances |
| 18.16.04 Personeel Douane en Accijnzen van wie de betrekking werd afgeschaft tgv de Europese interne markt | 4.537 | 4.536 | 5.001 | 18.16.04 Personnel de l'Administration des Douanes et Accises dont l'emploi a été supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur européen |
| 18-51-19 Koninklijke Munt van België | 2.648 | 2.687 | 2.670 | 18-51-19 Monnaie Royale de Belgique |
| Mobiliteit | - | - | - | Mobilité |
| 33.16.03 Personeel Belgian Supervising Authority for Air Navigation Services | 436 | 436 | 556 | 33.16.03 Personnel Belgian Supervising Authority for Air Navigation Services |
| 33.16.05 Personeel Actieplannen inzake de verkeersveiligheid | 53 | 53 | 272 | 33.16.05 Personnel Plans d'actions en matière de la sécurité routière |
| 33.16.06 Personeel Directie controle en toezicht van de technische controle | 400 | 400 | 436 | 33.16.06 Personnel Direction contrôle et surveillance du contrôle technique |
| 33.16.07 Personeel homologatie voertuigen | 268 | 268 | 326 | 33.16.07 Personnel homologation véhicules |
| 33.16.08 Personeel permanente Cel beheer afzonderlijke personeelsformatie van de FOD Mobiliteit | 405 | 786 | 792 | 33.16.08 Personnel Cellule permanente chargée de la gestion du cadre organique distinct du SPF Mobilité |
| Maatschappelijke Integratie | - | - | - | Intégration sociale |
| 44.16.02 Ervaringsdeskundigen | 550 | 580 | - | 44.16.02 Mediateurs de terrain |
| 44.16.03 Personeel Jaar van de armoede | - | - | - | 44.16.03 Personnel l'année contre la pauvreté |
| Wetenschapsbeleid | - | - | - | Politique scientifique |
| 46.16.03 Personeel beheer O&O Programma's | 3.753 | 4.118 | 4.752 | 46.16.03 Personnel pour la gestion des programmes R&D |
| | | | | |
| | | | | |
| Bijlage 1 | 1 | 2 | 3 | Annexe 1 |
| | SCDF 2012 (k€) | fedcom 2012 (k€) | Limite d'engagements 2013 | |

| Bijlage 2 | CDVU 2012 geïndexeerd (k€) | fedcom 2012 geïndexeerd (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 2 |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------|--|
| | 1 | 2 | 3 | |
| Kanselarij van de Eerste Minister | | | | Chancellerie du Premier Ministre |
| 02.21.04 Internationaal Perscentrum | 228 | 230 | 230 | 02.21.04 Centre international de presse |
| Personeel en Organisatie | 0 | 0 | - | Personnel et Organisation |
| 04.21.02 SELOR | 6.923 | 6.946 | 6.946 | 04.21.02 SELOR |
| 04.21.03 FED + | 276 | 283 | 283 | 04.21.03 FED + |
| Justitie | 0 | 0 | - | Justice |
| 12.17.14 Fonds van de Kansspelcommissie | 2.004 | 2.188 | 2.188 | 12.17.14 Fonds de la commission des jeux de hasard |
| 12.21.17 Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie | 735 | 763 | 763 | 12.21.17 Institut national de Criminalistique et de Criminologie |
| 12.91.23 Nationale Commissie voor de rechten van het kind | 100 | 100 | 100 | 12.91.23 Commission nationale pour les droits des enfants |
| Binnenlandse Zaken | 0 | 0 | - | Intérieur |
| 13.17.06 Fonds voor de risico's van zware ongevallen | 1.634 | 1.740 | 1.740 | 13.17.06 Fonds pour les risques d'accidents majeurs |
| 13.17.07 Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen | 663 | 703 | 703 | 13.17.07 Fonds pour les risques d'accidents nucléaires |
| 13.17.08 Fonds in het kader van het migratiebeleid | 766 | 811 | 811 | 13.17.08 Fonds dans le cadre de la politique de migration |
| 13.17.09 Fonds van de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten | 2.110 | 2.194 | 2.194 | 13.17.09 Fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité et des services internes de gardiennage |
| 13.17.10 Fonds ter financiering van sommige uitgaven die verbonden zijn met de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van de Europese toppen te Brussel | 101 | 106 | 106 | 13.17.10 Fonds destiné au financement de certaines dépenses liées à la sécurité découlant de l'organisation des sommets européens à Bruxelles |
| 13.21.14 Staatsdienst met afzonderlijk beheer voor het beheer van de identiteitskaarten en van het Rijksregister | 12.741 | 12.811 | 12.811 | 13.21.14 Service de l'État à gestion séparée pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national |
| 13.91.19 Gemeentelijke rampenplannenambtenaren | 124 | 114 | 124 | 13.91.19 Agents pour la planification d'urgences communale |
| 13.91.20 Nationale Kas voor de Rampenschade | 394 | 398 | 398 | 13.91.20 Caisse nationale des Calamités |
| Buitenlandse Zaken | 0 | 0 | - | Affaires étrangères |
| 14.21.04 Staatsdienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer van de paspoorten, visa, identiteitskaarten voor Belgen in het buitenland en legalisaties | 1.792 | 1.807 | 1.807 | 14.21.04 Service de l'État à gestion séparée chargé de la gestion des passeports, des visas, des cartes d'identité pour belges à l'étranger et des légalisations |
| 14.91.05 Schengen House | 129 | 129 | 129 | 14.91.05 Schengen House |
| Financiën | 0 | 0 | - | Finances |
| 18.21.11 FEDOREST | 17.155 | 17.271 | 17.271 | 18.21.11 FEDOREST |
| 18.17.17 SHAPE domeinen | 0 | 0 | - | 18.17.17 SHAPE-domaines |
| 18.21.18 Nationale Kas voor Oorlogspensioenen | 0 | 82 | 82 | 18.21.18 Caisse nationale des pensions de la guerre |
| Werkgelegenheid | 0 | 0 | - | Emploi |
| 23.17.02 Ervaringsfonds | 725 | 719 | 725 | 23.17.02 Fonds de l'expérience professionnelle |
| 23.17.03 Fonds voor de preventie van zware ongevallen | 1.648 | 1.648 | 1.648 | 23.17.03 Fonds pour la prevention des accidents majeur |
| Volksgezondheid | 0 | 0 | - | Santé publique |
| 25.17.03 Fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen | 1.637 | 1.637 | 1.637 | 25.17.03 Fonds destinés au financement de la politique fédérale de reduction d'émissions de gaz à effet de serre |
| 25.91.09 Incidenten- en crisismanagement (detachering van projectmanagers) | 0 | 0 | - | 25.91.09 Management des crises et d'incidents (détachement de projectmanagers) |
| 25.91.12 Functie "psychosociaal manager" | 185 | 185 | 185 | 25.91.12 Fonction "Manager psychosocial" |
| 25.91.13 Personeel-expert | 661 | 495 | 661 | 25.91.13 Personnel - experts |
| Economie | 0 | 0 | - | Economie |
| 32.17.03 Fonds voor de analyse van aardolieproducten | 301 | 301 | 301 | 32.17.03 Fonds d'analyse des produits pétroliers |
| 32.17.04 Fonds voor de organisatie van internationale tentoonstellingen | 106 | 106 | 106 | 32.17.04 Fonds pour l'organisation d'expositions internationales |
| 32.17.05 Fonds tot dekking van accreditatie- en certificatiekosten | 359 | 359 | 359 | 32.17.05 Fonds pour la couverture des frais d'accréditation et de certification |
| 32.17.06 Fonds voor zandwinningen - continentaal plat van België | 220 | 220 | 220 | 32.17.06 Fonds pour les exploitations de sable - plateau continental de la Belgique |
| 32.17.07 Fonds kansspelen | 97 | 97 | 97 | 32.17.07 Fonds jeux de hasard |
| 32.17.08 Fonds auteursrechten | 79 | 79 | 79 | 32.17.08 Fonds droits des auteurs |
| 32.17.09 Fonds Nationaal Instituut voor de Statistiek | 1.301 | 1.301 | 1.301 | 32.17.09 Fonds institut national de statistique |
| 32.17.10 Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast | 189 | 189 | 189 | 32.17.10 Fonds de lutte contre le surendettement |
| Mobiliteit | 0 | 0 | - | Mobilité |
| 33.17.09 Fonds betreffende de werking van de veiligheidsinstantie van de spoorwegen | 584 | 585 | 585 | 33.17.09 Fonds relatif au fonctionnement de l'Autorité de sécurité ferroviaire |
| 33.17.10 Fonds betreffende de werking van het onderzoeksorgaan voor spoorwegongevallen | 308 | 308 | 308 | 33.17.10 Fonds relatif au fonctionnement de l'organisme d'enquête sur les accidents ferroviaires |
| 33.17.11 Fonds voor de financiering en de verbetering van de controle-, inspectie- en onderzoeksmiddelen en van de preventieprogramma's van de luchtvaart | 1.632 | 1.642 | 1.642 | 33.17.11 Fonds pour le financement et l'amélioration des moyen de controle, d'inspection et d'enquête et des programmes de prévention de l'aéronautique |
| 33.17.12 Fonds betreffende de werking van de dienst regulering van het spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-nationaal | 723 | 731 | 731 | 33.17.12 Fonds relatif au fonctionnement du Service de régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation du aéroport Bruxelles-National |
| 33.17.13 Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel | 5.456 | 5.618 | 5.618 | 33.17.13 Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles |
| 33.17.14 Fonds betreffende de organisatie van het uitzonderlijk vervoer | 229 | 229 | 229 | 33.17.14 Fonds relatif à l'organisation de la circulation du transport exceptionnel |
| 33.17.15 Fonds betreffende de werking van de federale instantie voor onderzoek van scheepvaartongevallen | 0 | 0 | - | 33.17.15 Fonds relatif au fonctionnement de l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation |

| Bijlage 2 | CDVU 2012 geïndexeerd (k€) | fedcom 2012 geïndexeerd (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 2 |
|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------------|--|
| Maatschappelijke Integratie | 0 | 0 | - | Intégration sociale |
| 44.17.04 Federaal Europees-sociaal fonds programmatie 2007-2013 | 583 | 580 | 583 | 44.17.04 Fonds social européen fédéral programmation 2007-2013 |
| 44.17.08 Europees Fonds voor de integratie van onderdanen van derde landen | 54 | 54 | 54 | 44.17.08 Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers |
| Wetenschapsbeleid | 0 | 0 | - | Politique scientifique |
| 46.21.06 Koninklijke Bibliotheek Albert I | 2.756 | 2.771 | 2.771 | 46.21.06 Bibliothèque royale Albert I |
| 46.21.07 Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provinciën | 3.711 | 3.752 | 3.752 | 46.21.07 Archives générales du Royaume et Archives de État dans les provinces |
| 46.21.08 Koninklijke Sterrenwacht van België | 4.011 | 4.041 | 4.041 | 46.21.08 Observatoire royal de Belgique |
| 46.21.09 Koninklijk Meteorologisch Instituut van België | 5.521 | 5.574 | 5.574 | 46.21.09 Institut royal météorologique de Belgique |
| 46.21.10 Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie | 4.841 | 4.857 | 4.857 | 46.21.10 Institut d'aéronomie spatiale de Belgique |
| 46.21.11 Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen | 9.345 | 9.394 | 9.394 | 46.21.11 Institut royal des Sciences naturelles de Belgique |
| 46.21.12 Koninklijk Museum voor Midden-Afrika | 5.274 | 5.364 | 5.364 | 46.21.12 Musée royal d'Afrique centrale |
| 46.21.13 Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis | 4.769 | 4.808 | 4.808 | 46.21.13 Musées royaux d'art et d'histoire |
| 46.21.14 Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België | 3.620 | 3.689 | 3.689 | 46.21.14 Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique |
| 46.21.15 Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium | 1.782 | 1.814 | 1.814 | 46.21.15 Institut royal du patrimoine artistique |
| 46.21.16 Dienst voor wetenschappelijke en technische informatie | 701 | 705 | 705 | 46.21.16 Service d'information scientifique et technique |
| 46.21.17 Belgisch Telematicaonderzoeknetwerk | 3.847 | 3.859 | 3.859 | 46.21.17 Réseau télématique belge de la recherche |
| 46.21.18 Studie- en Documentatiecentrum "Oorlog en Hedendaagse Maatschappij" | 1.656 | 1.648 | 1.656 | 46.21.18 Centre d'Études et de Documentation "Guerre et Société contemporaine" |
| 46.21.21 Poolsecretariaat | 110 | 3.586 | 3.586 | 46.21.21 Secrétariat Polaire |
| | 1 | 2 | 3 | |
| Bijlage 2 | SCDF 2012 Indexé (k€) | fedcom 2012 Indexé(k€) | Limite d'engagements 2013 | Annexe 2 |

| Bijlage 3 | CDVU 2012 (k€) | Fedcom 2012 (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 3 |
|--|----------------|------------------|---------------------------|---|
| | 1 | 2 | 3 | |
| Justitie | - | - | - | Justice |
| 12.22.15 Penitentiair Onderzoeks- en Klinisch Observatiecentrum | - | - | - | 12.22.15 Centre pénitentiaire de recherche et d'observation clinique |
| 12.91.22 Veiligheidskorps, opgericht in de strafinstellingen | - | - | - | 12.91.22 Corps de sécurité créé dans les établissements pénitentiaires |
| Binnenlandse Zaken | - | - | - | Intérieur |
| 13.21.15 Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid | - | - | - | 13.21.15 Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile |
| 13.21.18 Centrale Dienst Duitse vertaling | - | - | - | 13.21.18 Service central de traduction en langue allemand |
| Buitenlandse Zaken | - | - | - | Affaires étrangères |
| 14.16.02 Personeel diplomatieke en consulaire posten en posten voor samenwerking (uitgezonden personeel) | 53.569 | 102.612 | 106.181 | 14.16.02 Personnel Postes diplomatiques, consulaires et de coopération (personnel expatrié) |
| 14.16.06 Personeel diplomatieke en consulaire posten en posten voor samenwerking (ter plaatse aangeworven personeel) | 10.664 | 33.590 | - | 14.16.06 Personnel Postes diplomatiques, consulaires et de coopération (personnel recruté localement) |
| Landsverdediging | - | - | - | Défense |
| 16.21.03 Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis | - | - | - | 16.21.03 Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire |
| Financiën | - | - | - | Finances |
| 18.16.03 Hypotheekbewaarders | - | - | - | 18.16.03 Conservateurs des hypothèques |
| 18.21.08 Muntfonds | - | - | - | 18.21.08 Fonds monétaire |
| Volksgesondheid | - | - | - | Santé publique |
| 25.21.08 Staatsdienst met afzonderlijk beheer BE-Health | - | - | - | 25.21.08 Service de l'Etat à gestion séparée BE-Health |
| 25.22.04 Centrum voor Onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie | - | - | - | 25.22.04 Centre d'Étude et de Recherches vétérinaires et agrochimiques |
| 25.22.05 Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid - Louis Pasteur | - | - | - | 25.22.05 Institut scientifique de la santé publique - Louis Pasteur |
| 25.91.11 DG 4 - Afd.1 - Fonds Grondstoffen | 3.302 | 3.301 | - | 25.91.11 DG 4 - Division 1 - Fonds matières premières |
| 25.91.15 Empreva | 2.455 | 2.730 | - | 25.91.15 Empreva |
| 25.91.16 Drugs, wetenschappelijke evaluatie en registratie | 193 | 301 | - | 25.91.16 Drogues, évaluation scientifique et enregistrement |
| 25.91.18 Samenwerkingsakkoord REACH | - | - | - | 25.91.18 Accord de Coopération REACH |
| Mobiliteit | - | - | - | Mobilité |
| 33.16.04 Personeel Corporate Flag State Governance | 493 | 493 | - | 33.16.04 Personnel Corporate Flag State Governance |
| Maatschappelijke Integratie | - | - | - | Intégration sociale |
| 44.91.07 Ervaringsdeskundigen armoede | - | - | - | 44.91.07 Mediateurs de terrain pauvreté |
| Wetenschapsbeleid | - | - | - | Politique scientifique |
| 46.21.22 Uitgaven voor de voorbereiding, het beheer en de valorisatie van de O&O-programma's & -acties op nationaal vlak en van de interuniversitaire attractiepolen | - | - | - | 46.21.22 Dépenses de préparation, de gestion et de valorisation des programmes et actions de R-D dans le cadre national et des pôles d'attraction interuniversitaires |
| 46.22.04 Koninklijke Academie voor overzeese wetenschappen | - | - | - | 46.22.04 Académie royale des sciences d'Outre-mer |
| 46.22.05 Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel (Bibliotheek) | - | 209 | - | 46.22.05 Conservatoire royal de musique de Bruxelles (Bibliothèque) |
| | 1 | 2 | 3 | |
| Bijlage 3 | SCDF 2012 (k€) | Fedcom 2012 (k€) | Limite d'engagements 2013 | Annexe 3 |

SPF/SPP.....
 Entité: xx.xx.xx (Cfr. circ. 602-ter)

Plan de personnel 2013

Annexe 4 - Situation initiale sans contractuels de remplacement

Annexe 4a: Projection initiale en ETP payés (avec l'impact en 2013 des mouvements nominatifs connus, des actions en cours d'exécution et des départs) sur la base des données de paiement du mois de ...

| ETP | N | N-1 | N-2 | N-3 | S | A5 | A4 | A3 | A1-A2 | B | C | D | Autres non classifiées | Tot. |
|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|------------------------|------|
| Stat. | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Ct. | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Tot. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0 |

Annexe 4b: Coûts totaux de la projection initiale sur la base des données de paiement du mois de ...

| | T | Ts |
|--|---|----|
| 1. Coûts individuels estimés | | |
| 2. Coûts globaux estimés | | |
| 3. Dépenses propres estimées | | |
| 4. Paramètres de correction (dérive salariale,...) | | |
| Coût total de la projection initiale | | |

0

SPF/SPP

Entité: xx.xx.xx (Cfr. circ. 602-ter)

Plan de personnel 2013

Annexe 5 : Liste des actions à réaliser en 2013 hors contrat de remplacement

| A. M&S | In | Niveau | Classe | Dénomination/grade | 5a | 5b | |
|-----------------------------|----|--------|--------|--------------------|----------|----------|----------|
| | | | | | ETP | T | Ts |
| | | M&S | N | | | | |
| | | | N-1 | | | | |
| | | | N-2 | | | | |
| | | | N-3 | | | | |
| | | | S | | | | |
| Total M&S IN | | | | | 0 | 0 | 0 |
| B. Statutaires | In | Niveau | Classe | Dénomination/grade | ETP | T | Ts |
| | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| Tot A | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | | | | |
| Tot B | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | | | | |
| Tot C | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | D | | ... | | | |
| Tot. D | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | ... | | | |
| Autres | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Total statutaires IN | | | | | 0 | 0 | 0 |
| C. Contractuels | In | Niveau | Classe | Dénomination/grade | ETP | T | Ts |
| B1 BSO | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| Tot A | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | ... | | | |
| Tot B | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | ... | | | |
| Tot C | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | D | | ... | | | |
| Tot. D | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | ... | | | |
| Autres | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Tot B1 | | | | | 0 | 0 | 0 |
| B2 BET | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| Tot A | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | ... | | | |
| Tot B | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | ... | | | |
| Tot C | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | D | | ... | | | |
| Tot. D | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | ... | | | |
| Autres | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Tot B2 | | | | | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | |
|--|--------------|-------|------------|----------|-----------|---|
| B4 Autres | A | A5 | ... | | | |
| | | A4 | | | | |
| | | A3 | | | | |
| | | A1-A2 | | | | |
| | | ... | ... | | | |
| | Tot A | | | 0 | 0 | 0 |
| | B | | ... | | | |
| | Tot B | | | 0 | 0 | 0 |
| | C | | ... | | | |
| | Tot C | | | 0 | 0 | 0 |
| D | | ... | | | | |
| Tot. D | | | 0 | 0 | 0 | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Autres | | | 0 | 0 | 0 | |
| Tot B4 | | | 0 | 0 | 0 | |
| Total contractuels IN hors contingent de contractuels de remplacement pour absence temporaire | | | 0 | 0 | 0 | |
| Total (A+B+C) | | | 0 | 0 | 0 | |
| Promotions | | | ETP | T | Ts | |
| | A4->A5 | | | | | |
| | A3->A4 | | | | | |
| | A2->A3 | | | | | |
| | A1->A3 | | | | | |
| | A1->A2 | | | | | |
| | B->A2 | | | | | |
| | C->A2 | | | | | |
| | B->A1 | | | | | |
| | C->A1 | | | | | |
| | C->B | | | | | |
| | D->C | | | | | |
| Total Promotions | | | 0 | - | - | |
| Total général | | | 0 | - | - | |

Entité: xx.xx.xx (Cfr. circ. 602-ter)

Plan de personnel 2013

Annexe 6- Synthèse

Annexe 6a: projection finale en ETP payés (4a + 5a) sans contractuels de remplacement

| ETP | N | N-1 | N-2 | N-3 | S | A5 | A4 | A3 | A1-A2 | B | C | D | Autres non classifiables | Tot. |
|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|--------------------------|------|
| Stat. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ct. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tot. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Annexe 6b: Coût total de la projection finale

| | T | Ts |
|--|---|----|
| 1. Coût total de la projection initiale (4b) | 0 | 0 |
| 2. Coûts total du plan d'action (5b) | 0 | 0 |
| Coût total de la projection finale | - | - |

Annexe 6c: Evaluation du solde

| | T | Ts |
|---|-------|-------|
| 1. Moyen de financement | 0 | 0 |
| - crédits de personnel | | |
| - dotation | | |
| - autres: | | |
| 2. Coût total de la projection finale (6b) | 0 | 0 |
| 3. Coût des contractuels de remplacement (annexe 7) | 0 | 0 |
| 4. Solde | 0 | 0 |
| % Solde | 0,00% | 0,00% |

Enveloppe: XX.XX (CF circ. 602-ter)

Annexe 7

Suivi par l'Inspection des finances du contingent de contractuels de remplacement des absences temporaires

A: Etat du mois de ... du contingent de contractuels destiné à couvrir des absences temporaires

|/201.. | Nombre de personnes | ETP | T | Ts |
|----------------------|---------------------|-----|---|----|
| Tot. | | | | |
| Contingent actuel | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Mouvements prévus | | | | |
| IN (+) | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| OUT (-) | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Décisions approuvées | | | | |
| IN | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| OUT | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |

B: Etat du mois des absences temporaires qui doivent être couvertes par le contingent de contractuels de remplacement

|/201.. | Nombre de personnes | ETP | T | Ts |
|--|---------------------|-----|---|----|
| Tot. | | | | |
| Etat actuel | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Nouvelles absences temporaires prévues | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |

C: Nouvelles décisions soumises à l'Inspection des finances pour le mois de ...

|/201.. | Nombre de personnes | ETP | T | Ts |
|---|---------------------|-----|---|----|
| Nouveaux contractuels destinés à couvrir des absences temporaires | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0 | 0 | 0 | 0 |

Annexe 9 : Mise au travail des personnes handicapées : état des lieux

| | |
|---------------------------|--|
| ENTITE: | |
| Relevant du SPF/SPP/ | |
| Année | |
| Période | |
| Responsable: | |
| Personne de contact: | |
| Tél. N°: | |
| e-mail: | |

Application des articles 3 et 5 de l'AR du 5.03.2007 organisant le recrutement des personnes handicapées dans la fonction publique administrative fédérale

| Date | Management | Nombre d'ETP | | | | Total |
|--------------|------------|--------------|----------|----------|----------|-------|
| | | Niveau A | Niveau B | Niveau C | Niveau D | |
| 01/.../201.. | | | | | | |

| Bijlage 2 | CDVU 2012 geïndexeerd (k€) | fedcom 2012 geïndexeerd (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 2 |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------|--|
| | 1 | 2 | 3 | |
| Kanselarij van de Eerste Minister | | | | Chancellerie du Premier Ministre |
| 02.21.04 Internationaal Perscentrum | 228 | 230 | 230 | 02.21.04 Centre international de presse |
| Personeel en Organisatie | 0 | 0 | - | Personnel et Organisation |
| 04.21.02 SELOR | 6.923 | 6.946 | 6.946 | 04.21.02 SELOR |
| 04.21.03 FED + | 276 | 283 | 283 | 04.21.03 FED + |
| Justitie | 0 | 0 | - | Justice |
| 12.17.14 Fonds van de Kansspelcommissie | 2.004 | 2.188 | 2.188 | 12.17.14 Fonds de la commission des jeux de hasard |
| 12.21.17 Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie | 735 | 763 | 763 | 12.21.17 Institut national de Criminalistique et de Criminologie |
| 12.91.23 Nationale Commissie voor de rechten van het kind | 100 | 100 | 100 | 12.91.23 Commission nationale pour les droits des enfants |
| Binnenlandse Zaken | 0 | 0 | - | Intérieur |
| 13.17.06 Fonds voor de risico's van zware ongevallen | 1.634 | 1.740 | 1.740 | 13.17.06 Fonds pour les risques d'accidents majeurs |
| 13.17.07 Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen | 663 | 703 | 703 | 13.17.07 Fonds pour les risques d'accidents nucléaires |
| 13.17.08 Fonds in het kader van het migratiebeleid | 766 | 811 | 811 | 13.17.08 Fonds dans le cadre de la politique de migration |
| 13.17.09 Fonds van de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten | 2.110 | 2.194 | 2.194 | 13.17.09 Fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité et des services internes de gardiennage |
| 13.17.10 Fonds ter financiering van sommige uitgaven die verbonden zijn met de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van de Europese toppen te Brussel | 101 | 106 | 106 | 13.17.10 Fonds destiné au financement de certaines dépenses liées à la sécurité découlant de l'organisation des sommets européens à Bruxelles |
| 13.21.14 Staatsdienst met afzonderlijk beheer voor het beheer van de identiteitskaarten en van het Rijksregister | 12.741 | 12.811 | 12.811 | 13.21.14 Service de l'État à gestion séparée pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national |
| 13.91.19 Gemeentelijke rampenplannenambtenaren | 124 | 114 | 124 | 13.91.19 Agents pour la planification d'urgences communale |
| 13.91.20 Nationale Kas voor de Rampenschade | 394 | 398 | 398 | 13.91.20 Caisse nationale des Calamités |
| Buitenlandse Zaken | 0 | 0 | - | Affaires étrangères |
| 14.21.04 Staatsdienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer van de paspoorten, visa, identiteitskaarten voor Belgen in het buitenland en legalisaties | 1.792 | 1.807 | 1.807 | 14.21.04 Service de l'État à gestion séparée chargé de la gestion des passeports, des visas, des cartes d'identité pour belges à l'étranger et des légalisations |
| 14.91.05 Schengen House | 129 | 129 | 129 | 14.91.05 Schengen House |
| Financiën | 0 | 0 | - | Finances |
| 18.21.11 FEDOREST | 17.155 | 17.271 | 17.271 | 18.21.11 FEDOREST |
| 18.17.17 SHAPE domeinen | 0 | 0 | - | 18.17.17 SHAPE-domaines |
| 18.21.18 Nationale Kas voor Oorlogspensioenen | 0 | 82 | 82 | 18.21.18 Caisse nationale des pensions de la guerre |
| Werkgelegenheid | 0 | 0 | - | Emploi |
| 23.17.02 Ervaringsfonds | 725 | 719 | 725 | 23.17.02 Fonds de l'expérience professionnelle |
| 23.17.03 Fonds voor de preventie van zware ongevallen | 1.648 | 1.648 | 1.648 | 23.17.03 Fonds pour la prevention des accidents majeur |
| Volksgezondheid | 0 | 0 | - | Santé publique |
| 25.17.03 Fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen | 1.637 | 1.637 | 1.637 | 25.17.03 Fonds destinés au financement de la politique fédérale de réduction d'émissions de gaz à effet de serre |
| 25.91.09 Incidenten- en crisismanagement (detachering van projectmanagers) | 0 | 0 | - | 25.91.09 Management des crises et d'incidents (détachement de projectmanagers) |
| 25.91.12 Functie "psychosociaal manager" | 185 | 185 | 185 | 25.91.12 Fonction "Manager psychosocial" |
| 25.91.13 Personeel-expert | 661 | 495 | 661 | 25.91.13 Personnel - experts |
| Economie | 0 | 0 | - | Economie |
| 32.17.03 Fonds voor de analyse van aardolieproducten | 301 | 301 | 301 | 32.17.03 Fonds d'analyse des produits pétroliers |
| 32.17.04 Fonds voor de organisatie van internationale tentoonstellingen | 106 | 106 | 106 | 32.17.04 Fonds pour l'organisation d'expositions internationales |
| 32.17.05 Fonds tot dekking van accreditatie- en certificatiekosten | 359 | 359 | 359 | 32.17.05 Fonds pour la couverture des frais d'accréditation et de certification |
| 32.17.06 Fonds voor zandwinningen - continentaal plat van België | 220 | 220 | 220 | 32.17.06 Fonds pour les exploitations de sable - plateau continental de la Belgique |
| 32.17.07 Fonds kansspelen | 97 | 97 | 97 | 32.17.07 Fonds jeux de hasard |
| 32.17.08 Fonds auteursrechten | 79 | 79 | 79 | 32.17.08 Fonds droits des auteurs |
| 32.17.09 Fonds Nationaal Instituut voor de Statistiek | 1.301 | 1.301 | 1.301 | 32.17.09 Fonds institut national de statistique |
| 32.17.10 Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast | 189 | 189 | 189 | 32.17.10 Fonds de lutte contre le surendettement |
| Mobiliteit | 0 | 0 | - | Mobilité |
| 33.17.09 Fonds betreffende de werking van de veiligheidsinstantie van de spoorwegen | 584 | 585 | 585 | 33.17.09 Fonds relatif au fonctionnement de l'Autorité de sécurité ferroviaire |
| 33.17.10 Fonds betreffende de werking van het onderzoeksorgaan voor spoorwegongevallen | 308 | 308 | 308 | 33.17.10 Fonds relatif au fonctionnement de l'organisme d'enquête sur les accidents ferroviaires |
| 33.17.11 Fonds voor de financiering en de verbetering van de controle-, inspectie- en onderzoeksmiddelen en van de preventieprogramma's van de luchtvaart | 1.632 | 1.642 | 1.642 | 33.17.11 Fonds pour le financement et l'amélioration des moyen de controle, d'inspection et d'enquête et des programmes de prévention de l'aéronautique |
| 33.17.12 Fonds betreffende de werking van de dienst regulering van het spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-nationaal | 723 | 731 | 731 | 33.17.12 Fonds relatif au fonctionnement du Service de régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation du aéroport Bruxelles-National |
| 33.17.13 Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel | 5.456 | 5.618 | 5.618 | 33.17.13 Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles |
| 33.17.14 Fonds betreffende de organisatie van het uitzonderlijk vervoer | 229 | 229 | 229 | 33.17.14 Fonds relatif à l'organisation de la circulation du transport exceptionnel |
| 33.17.15 Fonds betreffende de werking van de federale instantie voor onderzoek van scheepvaartongevallen | 0 | 0 | - | 33.17.15 Fonds relatif au fonctionnement de l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation |
| Maatschappelijke Integratie | 0 | 0 | - | Intégration sociale |
| 44.17.04 Federaal Europees-sociaal fonds programmatie 2007-2013 | 583 | 580 | 583 | 44.17.04 Fonds social européen fédéral programmation 2007-2013 |
| 44.17.08 Europees Fonds voor de integratie van onderdanen van derde landen | 54 | 54 | 54 | 44.17.08 Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers |
| Wetenschapsbeleid | 0 | 0 | - | Politique scientifique |

| Bijlage 2 | CDVU 2012 geïndexeerd (k€) | fedcom 2012 geïndexeerd (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 2 |
|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------------|--|
| 46.21.06 Koninklijke Bibliotheek Albert I | 2.756 | 2.771 | 2.771 | 46.21.06 Bibliothèque royale Albert I |
| 46.21.07 Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provinciën | 3.711 | 3.752 | 3.752 | 46.21.07 Archives générales du Royaume et Archives de État dans les provinces |
| 46.21.08 Koninklijke Sterrenwacht van België | 4.011 | 4.041 | 4.041 | 46.21.08 Observatoire royal de Belgique |
| 46.21.09 Koninklijk Meteorologisch Instituut van België | 5.521 | 5.574 | 5.574 | 46.21.09 Institut royal météorologique de Belgique |
| 46.21.10 Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie | 4.841 | 4.857 | 4.857 | 46.21.10 Institut d'aéronomie spatiale de Belgique |
| 46.21.11 Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen | 9.345 | 9.394 | 9.394 | 46.21.11 Institut royal des Sciences naturelles de Belgique |
| 46.21.12 Koninklijk Museum voor Midden-Afrika | 5.274 | 5.364 | 5.364 | 46.21.12 Musée royal d'Afrique centrale |
| 46.21.13 Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis | 4.769 | 4.808 | 4.808 | 46.21.13 Musées royaux d'art et d'histoire |
| 46.21.14 Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België | 3.620 | 3.689 | 3.689 | 46.21.14 Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique |
| 46.21.15 Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium | 1.782 | 1.814 | 1.814 | 46.21.15 Institut royal du patrimoine artistique |
| 46.21.16 Dienst voor wetenschappelijke en technische informatie | 701 | 705 | 705 | 46.21.16 Service d'information scientifique et technique |
| 46.21.17 Belgisch Telematicaonderzoeknetwerk | 3.847 | 3.859 | 3.859 | 46.21.17 Réseau télématique belge de la recherche |
| 46.21.18 Studie- en Documentatiecentrum "Oorlog en Hedendaagse Maatschappij" | 1.656 | 1.648 | 1.656 | 46.21.18 Centre d'Études et de Documentation "Guerre et Société contemporaine" |
| 46.21.21 Poolsecretariaat | 110 | 3.586 | 3.586 | 46.21.21 Secrétariat Polaire |
| | 1 | 2 | 3 | |
| Bijlage 2 | SCDF 2012 Indexé (k€) | fedcom 2012 Indexé(k€) | Limite d'engagements 2013 | Annexe 2 |

| Bijlage 3 | CDVU 2012 (k€) | Fedcom 2012 (k€) | Vastlegings-limiet 2013 | Annexe 3 |
|--|----------------|------------------|---------------------------|---|
| | 1 | 2 | 3 | |
| Justitie | - | - | - | Justice |
| 12.22.15 Penitentiair Onderzoeks- en Klinisch Observatiecentrum | - | - | - | 12.22.15 Centre pénitentiaire de recherche et d'observation clinique |
| 12.91.22 Veiligheidskorps, opgericht in de strafinstellingen | - | - | - | 12.91.22 Corps de sécurité créé dans les établissements pénitentiaires |
| Binnenlandse Zaken | - | - | - | Intérieur |
| 13.21.15 Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid | - | - | - | 13.21.15 Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile |
| 13.21.18 Centrale Dienst Duitse vertaling | - | - | - | 13.21.18 Service central de traduction en langue allemand |
| Buitenlandse Zaken | - | - | - | Affaires étrangères |
| 14.16.02 Personeel diplomatieke en consulaire posten en posten voor samenwerking (uitgezonden personeel) | 53.569 | 102.612 | 106.181 | 14.16.02 Personnel Postes diplomatiques, consulaires et de coopération (personnel expatrié) |
| 14.16.06 Personeel diplomatieke en consulaire posten en posten voor samenwerking (ter plaatse aangeworven personeel) | 10.664 | 33.590 | - | 14.16.06 Personnel Postes diplomatiques, consulaires et de coopération (personnel recruté localement) |
| Landsverdediging | - | - | - | Défense |
| 16.21.03 Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis | - | - | - | 16.21.03 Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire |
| Financiën | - | - | - | Finances |
| 18.16.03 Hypotheekbewaarders | - | - | - | 18.16.03 Conservateurs des hypothèques |
| 18.21.08 Muntfonds | - | - | - | 18.21.08 Fonds monétaire |
| Volksgezondheid | - | - | - | Santé publique |
| 25.21.08 Staatsdienst met afzonderlijk beheer BE-Health | - | - | - | 25.21.08 Service de l'Etat à gestion séparée BE-Health |
| 25.22.04 Centrum voor Onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie | - | - | - | 25.22.04 Centre d'Étude et de Recherches vétérinaires et agrochimiques |
| 25.22.05 Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid - Louis Pasteur | - | - | - | 25.22.05 Institut scientifique de la santé publique - Louis Pasteur |
| 25.91.11 DG 4 - Afd.1 - Fonds Grondstoffen | 3.302 | 3.301 | - | 25.91.11 DG 4 - Division 1 - Fonds matières premières |
| 25.91.15 Empreva | 2.455 | 2.730 | - | 25.91.15 Empreva |
| 25.91.16 Drugs, wetenschappelijke evaluatie en registratie | 193 | 301 | - | 25.91.16 Drogues, évaluation scientifique et enregistrement |
| 25.91.18 Samenwerkingsakkoord REACH | - | - | - | 25.91.18 Accord de Coopération REACH |
| Mobiliteit | - | - | - | Mobilité |
| 33.16.04 Personeel Corporate Flag State Governance | 493 | 493 | - | 33.16.04 Personnel Corporate Flag State Governance |
| Maatschappelijke Integratie | - | - | - | Intégration sociale |
| 44.91.07 Ervaringsdeskundigen armoede | - | - | - | 44.91.07 Mediateurs de terrain pauvreté |
| Wetenschapsbeleid | - | - | - | Politique scientifique |
| 46.21.22 Uitgaven voor de voorbereiding, het beheer en de valorisatie van de O&O-programma's & -acties op nationaal vlak en van de interuniversitaire attractiepolen | - | - | - | 46.21.22 Dépenses de préparation, de gestion et de valorisation des programmes et actions de R-D dans le cadre national et des pôles d'attraction interuniversitaires |
| 46.22.04 Koninklijke Academie voor overzeese wetenschappen | - | - | - | 46.22.04 Académie royale des sciences d'Outre-mer |
| 46.22.05 Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel (Bibliotheek) | - | 209 | - | 46.22.05 Conservatoire royal de musique de Bruxelles (Bibliothèque) |
| | 1 | 2 | 3 | |
| Bijlage 3 | SCDF 2012 (k€) | Fedcom 2012 (k€) | Limite d'engagements 2013 | Annexe 3 |

FOD/POD
 Entiteit: xx.xx.xx (Cfr. circ. 602)

Personeelsplan 2013

Bijlage 4 - Beginsituatie zonder vervangingscontractuelen

Bijlage 4a: Initieële projectie in VTE (inclusief de impact in 2013 van de nominatief gekende bewegingen, in uitvoering zijnde acties en vertrekken) op basis van de betaalgegevens van de maand ...

| VTE | N | N-1 | N-2 | N-3 | S | A5 | A4 | A3 | A1-A2 | B | C | D | Anderen niet klasseerbaar | Tot. |
|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|------------------------------|------|
| Stat. | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Ct. | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Tot. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0 |

Bijlage 4b: Totale kost van de initieële projectie op basis van de betaalgegevens van de maand ...

| | T | Ts |
|--|---|----|
| 1. Individueel geraamde kosten | | |
| 2. Globaal geraamde kosten | | |
| 3. Geraamde eigen uitgaven | | |
| 4. Correctiefactoren (loondrift,...) | | |
| Totale kost van de geprojecteerde beginsituatie | - | - |

FOD/POD

Entiteit: xx.xx.xx (Cfr. circ. 602)

Personeelsplan 2013

Bijlage 5 : Lijst van de acties om de voor 2013 aangegane engagementen te realiseren zonder vervangingscontractuelen

| | | | | | 5a | 5b | |
|------------------------------|----|--------|--------|------------------|----------|----------|----------|
| A. M&S | In | Niveau | Klasse | Benaming / Graad | VTE | T | Ts |
| | | M&S | N | | | | |
| | | | N-1 | | | | |
| | | | N-2 | | | | |
| | | | N-3 | | | | |
| | | | S | | | | |
| Totaal M&S IN | | | | | 0 | 0 | 0 |
| B. Statutairen | In | Niveau | Klasse | Benaming / Graad | VTE | T | Ts |
| | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| Tot A | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | | | | |
| Tot B | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | | | | |
| Tot C | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | D | | ... | | | |
| Tot. D | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | ... | | | |
| Anderen | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Totaal statutairen IN | | | | | 0 | 0 | 0 |
| C. Contractuelen | IN | Niveau | Klasse | Benaming / Graad | VTE | T | Ts |
| B1 BSO | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| Tot A | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | ... | | | |
| Tot B | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | ... | | | |
| Tot C | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | D | | ... | | | |
| Tot. D | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | ... | | | |
| Anderen | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Tot B1 | | | | | 0 | 0 | 0 |
| B2 UTB | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| Tot A | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | ... | | | |
| Tot B | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | ... | | | |
| Tot C | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | D | | ... | | | |
| Tot. D | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | ... | | | |
| Anderen | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Tot B2 | | | | | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | |
|---|----------------|--------------|-------|------------|----------|-----------|---|
| B4 Andere | | A | A5 | ... | | | |
| | | | A4 | | | | |
| | | | A3 | | | | |
| | | | A1-A2 | | | | |
| | | | ... | ... | | | |
| | | Tot A | | | 0 | 0 | 0 |
| | | B | | ... | | | |
| | | Tot B | | | 0 | 0 | 0 |
| | | C | | ... | | | |
| | | Tot C | | | 0 | 0 | 0 |
| | D | | ... | | | | |
| | Tot. D | | | 0 | 0 | 0 | |
| | | | ... | | | | |
| | | | | | | | |
| | Anderen | | | 0 | 0 | 0 | |
| Tot B4 | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Totaal contractuelen IN zonder contingent contractuelen ter vervanging van tijdelijke afwezigheden | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Totaal (A+B+C) | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Bevorderingen | | | | VTE | T | Ts | |
| | A4->A5 | | | | | | |
| | A3->A4 | | | | | | |
| | A2->A3 | | | | | | |
| | A1->A3 | | | | | | |
| | A1->A2 | | | | | | |
| | B->A2 | | | | | | |
| | C->A2 | | | | | | |
| | B->A1 | | | | | | |
| | C->A1 | | | | | | |
| | C->B | | | | | | |
| | D->C | | | | | | |
| Totaal bevorderingen | | | | 0 | - | - | |
| Algemeen totaal | | | | 0 | - | - | |

Entiteit: xx.xx.xx (Cfr. circ. 602)

Personeelsplan 2013

Bijlage 6 - Synthese

Bijlage 6a: Eindprojectie in VTE (4a + 5a) zonder vervangingscontractuelen

| VTE | N | N-1 | N-2 | N-3 | S | A5 | A4 | A3 | A1-A2 | B | C | D | Anderen niet Klasseerbaar | Tot. |
|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|---------------------------|------|
| Stat. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ct. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tot. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Bijlage 6b: Totale kost van de eindprojectie

| | T | Ts |
|--|---|----|
| 1. Totale kost van de initiële projectie (4b) | 0 | 0 |
| 2. Totale kost van de lijst van de acties (5b) | 0 | 0 |
| Totale kost van de eindprojectie | - | - |

Bijlage 6c: Evaluatie van het saldo

| | T | Ts |
|--|------|------|
| 1. Financieringsmiddelen | 0 | 0 |
| - personeelskredieten | | |
| - dotatie | | |
| - andere: | | |
| 2. Totale kost van de eindprojectie | 0 | 0 |
| 3. Kost van de vervangingscontractuelen (bijlage 7) | 0 | 0 |
| 4. Saldo | 0 | 0 |
| % Saldo | 0,0% | 0,0% |

Enveloppe: XX.XX (CF circ. 602)

Bijlage 7

Opvolging door de Inspectie van Financiën van het contingent contractuelen ter vervanging van tijdelijke afwezigheden
A: Stand maand ... van het contingent contractuelen bestemd om tijdelijke afwezigheden te dekken

| .../201.. | aantal personen | VTE | T | Ts |
|---------------------------|-----------------|-----|---|----|
| Tot. | | | | |
| Huidig contingent | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Voorziene bewegingen | | | | |
| IN (+) | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| OUT (-) | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Goedgekeurde beslissingen | | | | |
| IN | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| OUT | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |

B: Stand maand van de tijdelijke afwezigheden die door het vervangingscontingent moeten gedekt worden

| .../201.. | aantal personen | VTE | T | Ts |
|--|-----------------|-----|---|----|
| Tot. | | | | |
| Huidige stand | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Voorziene nieuwe tijdelijke afwezigheden | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 |

C: Nieuwe beslissingen voorgelegd aan de inspectie van Financiën in de maand ...

| .../201.. | aantal personen | VTE | T | Ts |
|---|-----------------|-----|---|----|
| Nieuwe contractuelen bestemd om tijdelijke afwezigheden te dekken | | | | |
| A | | | | |
| B | | | | |
| C | | | | |
| D | | | | |
| | | | | |

Bijlage 9 : Tewerkstelling van personen met een handicap : stand van zaken

| | |
|--------------------------------|--|
| ENTITEIT: | |
| Behorende bij de FOD/POD/ | |
| Jaar | |
| Periode | |
| Verantwoordelijke: | |
| Contactpersoon: | |
| Tel nr: | |
| email: | |

Toepassing van de artikelen 3 et 5 van het KB 5.03.2007 tot organisatie van de werving van personen met een handicap in het federaal administratief openbaar ambt

| Datum | Management | Aantal VTE's | | | Totaal |
|--------------|------------|--------------|----------|----------|--------|
| | | Niveau A | Niveau B | Niveau C | |
| 01/.../201.. | | | | | |